

SÉNAT DE BELGIQUE

SESSION DE 2003-2004

20 OCTOBRE 2003

Proposition de loi portant création d'un Centre fédéral de prévention des conflits

(Déposée par Mme Sabine de Bethune)

DÉVELOPPEMENTS

1. Contexte

«La guerre est la poursuite de la politique par d'autres moyens». Cette affirmation du stratège prussien Carl von Clausewitz est toujours d'actualité. Le 20^e siècle est celui qui a connu le plus grand nombre de guerres. Elles ont fait d'innombrables victimes et causé de grandes souffrances humaines et des dommages matériels importants. Au 21^e siècle, les paroles de Clausewitz semblent avoir retrouvé toute leur réalité: la guerre en Irak et en Afghanistan, la violence persistante en Israël et dans les territoires palestiniens, la guerre «oubliée» dans la région des Grands Lacs, la Côte-d'Ivoire, le Liberia, ...

Les conséquences des conflits actuels sont catastrophiques sur le plan humanitaire. Contrairement à ce qui se passait au cours des guerres classiques d'autrefois, la population civile est aujourd'hui devenue la principale victime des conflits. Selon l'Unicef, 90% des victimes des conflits armés sont aujourd'hui des civils. Entre 1990 et 2000, 1,5 million d'enfants ont été victimes des violences de la guerre. Le HCR de l'ONU estime à environ 20 millions le nombre de réfugiés victimes de conflits armés. Les camps de réfugiés, dans lesquels les gens séjournent dans des conditions primitives, déstabilisent souvent le «pays d'accueil obligé». Les conflits armés provoquent la famine parce qu'il est impossible de mener une vie économique normale quand ils sévissent. Ils engen-

BELGISCHE SENAAT

ZITTING 2003-2004

20 OKTOBER 2003

Wetsvoorstel tot oprichting van een Federaal Centrum voor conflictpreventie

(Ingediend door mevrouw Sabine de Bethune)

TOELICHTING

1. Situering

«Oorlog is de voortzetting van de politiek met andere middelen». Deze stelling van de Pruisische strateeg Carl von Clausewitz blijft nog steeds actueel. Het aantal oorlogen kende in de 20^e eeuw zijn hoogtepunt met een ongekend aantal slachtoffers en veel menselijk en materieel leed. Ook in de 21^e eeuw lijken de woorden van Clausewitz opnieuw realiteit te worden: de oorlog en in Irak en Afghanistan, het aanhoudend geweld in Israël en de Palestijnse gebieden, de «vergeten» oorlog in het gebied van de Grote Meren, Ivoorkust, Liberia,

De gevolgen van de hedendaagse conflicten zijn op humanitair vlak catastrofaal. In tegenstelling tot de klassieke oorlogen uit het verleden is de dag van vandaag de burgerbevolking het grootste slachtoffer. Volgens Unicef is thans 90% van het totaal aantal slachtoffers in een gewapend conflict burger. Tussen 1990 en 2000 werden 1,5 miljoen kinderen het slachtoffer van oorlogsgeweld. Het aantal vluchtelingen tengevolge van gewapende conflicten wordt door het UNHCR op circa 20 miljoen geschat. Vluchtelingskampen, waar de mensen in primitieve omstandigheden verblijven, destabiliseren vaak het «gedwongen gastland». Gewapende conflicten leiden tot hongersnood omdat een normaal economisch leven onmogelijk is. Dit geeft op zijn beurt aanleiding tot ondervoer-

drent entre autre la malnutrition, l'apparition de maladies, la pauvreté et empêchent les enfants de bénéficier de l'éducation nécessaire.

On avait pourtant nourri de grandes espérances au début de ce nouveau millénaire. Au cours du sommet du millénaire, tous les membres des Nations unies s'étaient engagés à réaliser, avant 2015, les objectifs suivants : éradiquer l'extrême pauvreté et la faim aiguë; assurer l'éducation primaire pour tous; éliminer les disparités entre les hommes et les femmes dans les enseignements primaire et secondaire; réduire de deux tiers les taux de mortalité des enfants de moins de 5 ans; réduire de trois quarts le taux de mortalité maternelle; arrêter ou freiner la propagation du SIDA, du paludisme et d'autres maladies; assurer un environnement durable; mettre en place un partenariat mondial pour le développement. À l'occasion de cet engagement solennel, le secrétaire général de l'ONU, M. Kofi Annan, affirma que l'humanité allait être libérée du fléau de la guerre et, en particulier, de la violence causée par les guerres civiles.

On s'aperçoit immédiatement que la pauvreté et les conflits armés plongent les régions qui en sont victimes dans une spirale descendante.

Un conflit armé engendre une situation de pauvreté qui ne manque pas de l'alimenter. Même si l'on arrive à mettre un terme à un conflit armé, le coût humain et économique durant la période suivante est si énorme qu'il en devient le germe de nouveaux affrontements.

L'envoi d'une force internationale de maintien de la paix dans un pays et la reconstruction de celui-ci représentent également un coût énorme pour la communauté internationale.

Les moyens en question peuvent, en définitive, aider directement à atteindre les objectifs du millénaire et, de ce fait, à enrayer la spirale de la violence et des conflits.

La prévention des conflits et l'établissement d'une paix durable constituent donc un contrepoids indispensable.

2. La prévention des conflits dans le cadre des Nations unies

Les Nations unies trouvent leur origine dans le principe de la prévention des conflits. En effet, l'article 1^{er}, paragraphe 1^{er}, de la Charte des Nations unies décrit les buts de l'Organisation comme suit : «Maintenir la paix et la sécurité internationales et à cette fin : prendre des mesures collectives efficaces en vue de prévenir et d'écartier les menaces à la paix, et réaliser, par des moyens pacifiques, conformément aux principes de la justice et du droit international, l'ajustement ou le règlement de différends ou de situations, de caractère international, susceptibles de

ding, het uitbreken van ziekten, armoede, gebrek aan educatie voor de kinderen,

Nochtans waren de verwachtingen bij het begin van het nieuwe millennium hooggespannen. Alle leden van de Verenigde Naties engageerden zich op de Millenniumtop om vóór 2015 de volgende millenniumdoelstellingen te bereiken : de uitroeiing van extreme armoede en honger; lager onderwijs voor iedereen; wegwerken van ongelijkheid van mannen en vrouwen in lager en secundair onderwijs; terugdringen van de kindersterfte vóór de leeftijd van 5 jaar met twee derden; terugdringen van de moedersterfte met drie vierden; de verspreiding van AIDS, malaria en andere ziekten een halt toeroepen en terugdringen; een milieuduurzaamheid verzekeren; een algemeen partnerschap voor ontwikkeling realiseren. VN-secretaris-generaal Kofi Annan stelde naar aanleiding van deze plechtige belofte dat de mensheid bevrijd zou worden van de gesel van oorlog, in het bijzonder het geweld veroorzaakt door burgeroorlogen.

Meteen is duidelijk dat armoede en gewapende conflicten de getroffen gebieden in een neerwaartse spiraal brengen.

Het gewapend conflict leidt tot armoede die op haar beurt het gewapend conflict bestendigt. Zelfs indien een gewapend treffen beëindigd kan worden, dan nog is de humanitaire en economische kost in de postconflictperiode zo groot dat zij opnieuw een voedingsbodem vormen voor nieuwe botsingen.

Ook de inzet van een internationale vredesmacht en de heropbouw van een land betekenen een enorme kost voor de internationale gemeenschap.

Middelen die uiteindelijk direct kunnen bijdragen om de millenniumdoelstellingen te bereiken en zo de spiraal van geweld en strijd te doorbreken.

Conflictpreventie en een duurzame vredesopbouw vormen bijgevolg een noodzakelijk tegenwicht.

2. Conflictpreventie en de Verenigde Naties

Aan de ontstaansgeschiedenis van de Verenigde Naties ligt het principe van conflictpreventie. Artikel 1, paragraaf 1, van het Handvest van de Verenigde Naties stelt immers : «de internationale vrede en veiligheid te handhaven en, met het oog daarop : doeltreffende gezamenlijke maatregelen te nemen ter voorkoming en opheffing van bedreigingen van de vrede en ter onderdrukking van daden van agressie of andere vormen van verbreking van de vrede, alsook met vreedzame middelen en in overeenstemming met de beginselen van gerechtigheid en internationaal

mener à une rupture de la paix.» Un peu plus de 50 ans après la création de l'Organisation des Nations unies, celle-ci ne peut afficher que des résultats décevants. Le système du veto, le manque de participation des États membres, le manque de moyens financiers et la lourdeur de la structure empêchent une prévention des conflits efficace.

3. La prévention des conflits dans le cadre de l'Union européenne

L'Union européenne, qui, en soi, peut faire office d'exemple et qui a créé un havre de paix et de stabilité sur une grande partie d'un continent qui a été déchiré pendant des siècles par des conflits armés, attache elle aussi beaucoup de prix à la prévention des conflits. C'est surtout ces dernières années que l'Union européenne a tenté de concrétiser cette prévention. C'est ainsi que l'on a inscrit, à l'article 11 du Traité de Cotonou, que les parties au partenariat mèneront une politique intégrée en vue de la prévention des conflits et du maintien de la paix. Malgré les bonnes intentions et des efforts louables, il apparaît à ce jour que l'Union européenne a, elle aussi, échoué partiellement. Au milieu des années 1990, il s'est avéré que la diplomatie européenne était impuissante à éviter une catastrophe humanitaire dans les Balkans. Il apparaît également, à la lumière des efforts qu'elle a consentis dans sa volonté de contribuer valablement à la recherche d'une solution au conflit qui oppose l'État d'Israël aux Territoires palestiniens, que l'Union européenne ne peut jouer guère plus qu'un rôle de second plan. Le fait qu'elle n'arrive pas à développer une politique étrangère cohérente l'empêche d'agir efficacement.

4. La prévention des conflits en Belgique

En Belgique, l'on a également déployé, ces dernières années, les efforts nécessaires dans le cadre de la prévention des conflits. En 1999, on a franchi une étape importante en inscrivant la prévention des actes de violence parmi les critères à remplir dans le cadre de la coopération internationale belge. L'article 6, 5^o, de la loi du 25 mai 1999 relative à la coopération internationale belge prévoit en effet que les pays concernés doivent être sélectionnés sur la base de plusieurs critères, dont : «l'existence d'une situation de crise dans le pays partenaire pour laquelle la Coopération internationale belge peut intervenir sur le plan international dans la résolution du conflit et la prévention de nouveaux actes de violence». Depuis 1997, l'ensemble du budget qui est consacré à la Coopération au développement et aux Affaires étrangères a augmenté chaque année, mais l'augmentation ne représente pas grand-chose par rapport au budget de

recht, een regeling of beslechting van internationale geschillen of van situaties die tot verbreking van de vrede zouden kunnen leiden, tot stand te brengen». Ruim 50 jaar na de oprichting is het resultaat van de VN teleurstellend. Het vetosysteem, gebrek aan inzet van de lidstaten, gebrek aan financiële middelen en een te logge structuur verhinderen een efficiënte conflictpreventie.

3. Conflictpreventie en de Europese Unie

Ook bij de Europese Unie, die op zich als een voorbeeld kan gelden en een haven van vrede en stabiliteit heeft gecreëerd op een groot deel van een continent dat gedurende eeuwen verscheurd werd door wapengekletter, staat conflictpreventie hoog in het vaandel geschreven. Vooral de jongste jaren heeft de Europese Unie dit trachten te concretiseren. Zo werd in artikel 11 van het Verdrag van Cotonou ingeschreven dat de partijen binnen het partnership een geïntegreerd beleid zullen voeren met het oog op conflictpreventie en vredesopbouw. Ondanks deze goede intenties en inspanningen bleek andermaal dat ook de Europese Unie tot op heden voor een stuk gefaald heeft. De Europese diplomatie bleek midden de jaren 1990 onmachtig om in de Balkan een humanitaire catastrofe te vermijden. Ook in haar inspanningen om een wezenlijke bijdrage te leveren in het zoeken naar een oplossing voor het conflict tussen de Staat Israël en de Palestijnse gebieden bleek de Unie een tweederangs-speler te zijn. Het ontbreekt de EU aan voldoende slagkracht bij gebrek aan een coherent buitenlands beleid.

4. Conflictpreventie in België

In België werden ook de jongste jaren de nodige inspanningen opgebracht op het vlak van conflictpreventie. In 1999 werd een belangrijke stap gezet door geweldpreventie als criterium voor de Belgische internationale samenwerking op te nemen. Artikel 6, 5^o, van de wet van 23 mei 1999 betreffende de internationale samenwerking refereert immers aan de : «aanwezigheid van een crisissituatie in het partnerland waarvoor de Belgische internationale samenwerking op het internationale forum een rol kan spelen in het oplossen van het conflict en het voorkomen van verder geweld.» Het totale budget conflictpreventie dat tot op heden verspreid zit over ontwikkelingssamenwerking en buitenlandse zaken, steeg sinds 1997 jaarlijks. Ondanks deze stijging stelt dit in vergelijking met het budget defensie niet veel voor. In 2002 werd 21 245 077 euro gereserveerd voor conflictpreventie tegenover 2 697 000 000 euro voor het budget

la Défense. En 2002, on a consacré 21 245 077 euros à la prévention des conflits contre 2 697 000 000 euros à la Défense. Autrement dit, le rapport entre le poste Prévention des conflits et le poste Défense n'est que de 0,007 % !

5. Besoin de structures

Malgré ces efforts et ces déclarations, la réalité est loin d'être idéale. Il y a toujours un écart énorme entre la théorie et la pratique. Il faudra créer des structures solides pour qu'un changement culturel puisse avoir lieu jusqu'au plus profond des structures sociales. Il est clair qu'il faut, par analogie avec ce qu'a fait l'Union européenne, créer un nouvel organe fédéral permanent qui puisse donner corps à la politique belge en la matière. Il est au moins tout aussi important d'intégrer les divers services et départements chargés de la prévention de la violence que de créer un Centre fédéral de prévention des conflits. La Belgique reconnaît à présent l'importance de la violence, en mettant — provisoirement du moins — à la disposition des départements des Affaires étrangères et de la Coopération au développement les moyens financiers et le personnel nécessaires(1). Cependant, à cause, justement, de l'absence d'une politique globale, les capacités actuelles sont utilisées dans une mesure insuffisante. Enfin, il n'existe aucune concertation systématique avec le monde universitaire et le secteur des ONG. La Belgique possède pourtant une grande expertise en matière de prévention et, plus précisément, celle des centres d'études indépendants comme le Groupe de Recherche et d'Information sur la Paix (le GRIP), celle de l'*International Peace Information Service* (IPIS), celle de la *Field Diplomacy Initiative* (FDI), celles des institutions universitaires comme le *Center for Peace Research and Strategic Studies* de la *Katholieke Universiteit Leuven* et le *Conflict Research Group* de l'université de Gand, celle des ONG telles que Pax Christi, 11.11.11, et celle de nombreux diplomates. La création d'un Centre fédéral de prévention des conflits doit fournir l'infrastructure nécessaire pour regrouper cette expertise et l'utiliser de manière optimale. Ce centre doit également servir de lieu de concertation interne et externe. Notre pays pourra apporter de la sorte sa contribution à un développement durable par la voie de la paix.

6. Les missions spécifiques d'un Centre fédéral

La mission d'un Centre fédéral de prévention des conflits doit être triple(2). Pour passer d'une culture

defensie. Met autres mots, een verhouding conflictpreventie — defensie van slechts 0,007 % !

5. Nood aan structuren

Ondanks deze inspanningen en verklaringen is de realiteit verre van ideaal. Er gaapt nog steeds een enorme kloof tussen theorie en praktijk. Enkel via de creatie van stevige structuren kan een cultuurverandering doordringen tot de diepste geledingen van de maatschappij. Naar analogie van de Europese Unie is er duidelijk nood aan de oprichting van een nieuw federaal permanent orgaan dat gestalte kan geven aan het Belgische beleid ter zake. Naast de oprichting van een Federaal Centrum voor conflictpreventie is het minstens even belangrijk om in de verschillende diensten en departementen geweldpreventie te integreren. België erkent thans het belang van geweldpreventie door — voorlopig althans — in de departementen Buitenlandse Zaken en Ontwikkelingssamenwerking de nodige financiële middelen en personeel ter beschikking te stellen(1). Maar juist door het ontbreken van een overkoepelend beleid wordt de huidige capaciteit onvoldoende aangewend. Tenslotte bestaat er geen systematisch overleg met de academische wereld en de NGO-sector. België heeft nochtans heel wat expertise inzake preventie: onafhankelijke studiecentra zoals de Groupe de Recherche et d'Information sur la Paix (GRIP), het International Peace Information Service (IPIS), het Field Diplomacy Initiative (FDI), academische instellingen zoals het Centre for Peace Research and Strategic Studies van de Katholieke Universiteit van Leuven, Conflict Research Group van de Universiteit van Gent, NGO's zoals Pax Christi, 11.11.11, en diplomaten. De oprichting van een Federaal Centrum voor conflictpreventie moet de nodige infrastructuur bieden om deze expertise te bundelen en optimaal in te zetten en tegelijkertijd te fungeren als intern en extern overlegforum. Op deze wijze kan ons land zijn steentje bijdragen tot een duurzame ontwikkeling door middel van vrede.

6. De specifieke taken van een Federaal Centrum

De taak van een Federaal Centrum voor conflictpreventie is drieledig(2). Om de overgang van een

(1) L'accord de gouvernement prévoit que le budget affecté à la prévention des conflits relèvera intégralement de la compétence du ministre des Affaires étrangères.

(2) Voir Bart Horemans et Jonathan Hol slag, *Politiek Dossier: pleidooi voor de oprichting van een Federaal Centrum voor geweldpreventie*, Vlaamse Vredesweek 2003, pp. 36-37.

(1) In het regeerakkoord staat dat het budget conflictpreventie integraal onder de bevoegdheid van de minister van Buitenlandse Zaken zou komen.

(2) Cf. Bart Horemans en Jonathan Hol slag, *Politiek Dossier: pleidooi voor de oprichting van een Federaal Centrum voor Geweldpreventie*, Vlaamse Vredesweek 2003, blz. 36-37.

de la réaction à la violence à une culture de prévention de celle-ci, il faut que la prévention bénéficie d'une large assise sociale. Concrètement, cela signifie qu'il faut:

- influencer la manière d'envisager les conflits et la prévention de la violence en utilisant plusieurs canaux d'information et en organisant ou en soutenant des activités éducatives;
- faire l'inventaire des connaissances et des instruments dont on dispose actuellement aux divers niveaux de la société ainsi que des actions qui sont menées ou qui sont prévues;
- jeter des ponts entre les pouvoirs publics, les ONG et le monde universitaire en créant notamment une structure permanente de concertation entre les diverses composantes de la société;
- promouvoir l'intégration de la prévention de la violence dans le travail quotidien des pouvoirs publics, des ONG, du monde universitaire et des entreprises.

Une deuxième mission importante consiste notamment à développer une capacité sur le terrain de la prévention de la violence et de la consolidation de la paix. L'on peut y parvenir:

- en augmentant l'expertise et la capacité;
- en intégrant une dimension de prévention de la violence dans les travaux des divers départements des services publics;
- en stimulant la recherche scientifique et en organisant des stages de formation et des stages d'instruction;
- en offrant des programmes de formation axés sur la pratique aux personnes qui participent à des missions à l'étranger, au personnel chargé de missions humanitaires, etc.;
- en soutenant des programmes de prévention de la violence et de consolidation de la paix et/ou certaines activités dans des zones de conflit;
- en créant une équipe d'experts et de formateurs en prévention de la violence;
- en stimulant les réseaux d'alerte précoce;
- en collectant, en inventariant, en analysant et en publiant des comptes rendus d'expériences positives et d'expériences négatives concernant des actions et des interventions passées, en vue d'optimaliser les connaissances acquises;

cultuur van reactie naar een cultuur van preventie te realiseren, is het noodzakelijk om een breed maatschappelijk draagvlak voor geweldpreventie te creëren. Dit betekent concreet:

- het beïnvloeden van beeldvorming rond conflicten en geweldpreventie door gebruik te maken van verschillende informatiekanalen en het organiseren en/of ondersteunen van educatieve activiteiten;
- het inventariseren van bestaande kennis en instrumenten op de verschillende maatschappelijke niveaus en de acties die reeds plaatsvinden of gepland werden;
- het vervullen van een brugfunctie tussen de overheden, NGO's en de academische wereld door onder andere een permanente overlegstructuur tussen de verschillende geledingen van de maatschappij te onderhouden;
- het promoten van de integratie van een geweldpreventiedimensie in het dagelijks werk van de overheden, NGO's, academische wereld en de bedrijfswereld.

Een tweede belangrijke taak omvat de opbouw van een capaciteit op het terrein van geweldpreventie en vredesopbouw. Dit kan door middel van:

- het verhogen van expertise en capaciteit.
- het integreren van een geweldpreventiedimensie in het werk van de verschillende overheidsdepartementen;
- het stimuleren van wetenschappelijk onderzoek en verschaffen van training en onderwijs;
- het aanbieden van praktijkgerichte opleidingsprogramma's voor deelnemers aan buitenlandse missies, humanitair personeel, ...
- het ondersteunen van geweldpreventie- en vredesopbouwprogramma's en/of activiteiten in conflictgebieden;
- het aanleggen van een pool van experten en trainers in geweldpreventie;
- het stimuleren van netwerken voor vroegtijdige waarschuwing;
- het verzamelen, inventariseren, analyseren en publiceren van positieve en negatieve ervaringen van voorbije acties en interventies met het oog op een optimalisering van de aanwezige kennis;

Cela doit permettre, au bout du compte, de traduire ces connaissances dans des actions et des politiques préventives concrètes. Cela doit aussi contribuer à la construction d'une paix durable. Pour ce faire, il faut concrètement:

- traduire les connaissances et l'expérience acquises dans des actions et des mesures politiques concrètes au sein des divers services publics et des divers pouvoirs publics concernés;
- créer un groupe d'experts chargé de coordonner les actions et les actes politiques;
- développer plus avant la capacité existante en matière de prévention de la violence et de gestion des crises;
- conseiller et accompagner les divers services chargés de mener des actions préventives et de gérer les crises tout au long de la préparation, de l'exécution et de l'évaluation d'actions concrètes sur le terrain;
- établir un calendrier à long terme permettant de programmer en temps voulu les modifications à apporter à la politique menée;
- élaborer des plans d'actions annuels pour fixer les priorités politiques et le contrôle en temps voulu de la politique menée.

7. Nécessité sociétale de la création d'un Centre fédéral

La Vlaamse Vredesweek (semaine flamande de la paix), une initiative émanant de plusieurs ONG et associations, choisit chaque année comme thème central une question d'actualité ayant trait à la paix. Cette année, la Vlaamse Vredesweek plaide pour une culture de la prévention par le dialogue et la communication. Il n'est pas étonnant dès lors que son slogan pour l'année 2003 soit: «Le dialogue comme arme contre la guerre.» Elle développe concrètement une action autour d'un projet de la création d'un Centre fédéral de prévention des conflits.

Le CD&V trouve lui aussi que la création d'un Centre fédéral de prévention des conflits revêt une grande importance. Il estime qu'il y a clairement lieu de créer un centre fédéral bien structuré, et ce, indépendamment de toutes les initiatives qui ont déjà été prises en la matière au niveau flamand. Dans son programme pour les élections législatives fédérales de mai 2003, le CD&V plaide déjà pour «la création d'un institut pour la paix, indépendant et autonome, chargé d'accomplir un travail de recherche scientifique indépendant et de conseiller le parlement sur la matière en question, et ce, en collaboration avec des instituts de recherche existants» (*traduction*).

Uiteindelijk moet dit leiden tot de omzetting van de aanwezige kennis in concrete preventieve acties en beleidsdaden en op deze wijze bijdragen tot de uitbouw van een duurzame vrede. Concreet komt dit neer op:

- het omzetten van kennis en ervaring in concrete acties en beleidsmaatregelen voor de verschillende overheidsdiensten en betrokken overheden;
- het oprichten van een stuurgroep die instaat voor coördinatie van acties en beleidsdaden;
- het verder uitbouwen van de bestaande capaciteit inzake geweldpreventie en crisisbeheer;
- het adviseren en begeleiden van de verschillende diensten die instaan voor preventieve acties en crisisbeheer tijdens de voorbereiding, uitvoering en evaluatie van concrete acties op het terrein;
- het opstellen van een planning op lange termijn om de bijsturing van het gevoerde beleid tijdig te kunnen plannen;
- het uitwerken van jaarlijkse actieplannen om de beleidsprioriteiten vast te leggen en de controle op het gevoerde beleid tijdig te kunnen verzekeren.

7. Maatschappelijke vraag naar een Federaal Centrum

De Vlaamse Vredesweek, een overkoepelend initiatief van een aantal NGO's en verenigingen, stelt jaarlijks een actueel thema inzake vrede centraal. Dit jaar pleit de Vlaamse Vredesweek voor een cultuur van preventie via dialoog en communicatie. De slogan van de Vlaamse Vredesweek in 2003 luidt dan ook terecht: «Dialoog voorkomt oorlog.» Concreet voert zij actie rond de oprichting van een Federaal Centrum voor conflictpreventie.

Ook voor CD&V is de oprichting van een Federaal Centrum voor conflictpreventie belangrijk. Zij stelt dat, los van alle initiatieven ter zake op Vlaams niveau, er duidelijk nood is aan een goed uitgebouwd federaal Centrum. Reeds in haar programma voor de federale verkiezingen van mei 2003 heeft CD&V gepleit voor: «de oprichting van een onafhankelijk en autonoom vredesinstituut dat, mits samenwerking met bestaande onderzoeksinstellingen, onafhankelijk wetenschappelijk onderzoek verricht en het parlement terzake adviseert;»

COMMENTAIRE DES ARTICLES**Article 2**

Le Centre fédéral de prévention des conflits est institué auprès du ministre qui a la prévention des conflits dans ses attributions.

Article 3

Cet article définit la mission du centre.

Article 4

Cet article souligne que le centre fonctionne de manière autonome et définit ses compétences.

Article 5

Cet article définit le lien qui rattache le centre au(x) ministre(s) compétent(s).

Article 6

Le statut organique du centre est fixé par arrêté royal. Cet article énumère également divers éléments qui devront obligatoirement figurer dans l'arrêté royal.

Article 7

Le centre rédige un rapport annuel qu'il soumet au gouvernement, avec copie au Parlement.

ARTIKELSGEWIJZE TOELICHTING**Artikel 2**

Het Federaal Centrum voor conflictpreventie wordt opgericht bij de minister bevoegd voor conflictpreventie.

Artikel 3

Dit artikel omschrijft de opdracht van het Centrum.

Artikel 4

Dit artikel benadrukt de onafhankelijke werking van het Centrum en omschrijft zijn bevoegdheden.

Artikel 5

Dit artikel omschrijft de relaties van het Centrum met de bevoegde minister(s).

Artikel 6

Het organiek statuut van het Centrum wordt vastgelegd bij koninklijk besluit. Dit artikel bevat tevens een aantal elementen die het koninklijk besluit zeker moet omvatten.

Artikel 7

Het Centrum stelt een jaarlijks verslag op aan de regering, met kopie aan het Parlement.

Sabine de BETHUNE.

*
* *

*
* *

PROPOSITION DE LOI**Article 1^{er}**

La présente loi règle une matière visée à l'article 78 de la Constitution.

Art. 2

Il est créé un Centre fédéral de prévention des conflits.

Art. 3

Le Centre fédéral de prévention des conflits a pour mission de promouvoir la prévention et la maîtrise des conflits dans le cadre de la politique européenne et internationale.

Art. 4

Le Centre fédéral de prévention des conflits jouit d'une totale autonomie dans l'exercice de sa mission.

Il a, en particulier, compétence pour :

1^o rassembler et diffuser des informations et de la documentation concernant le domaine de sa mission;

2^o effectuer les recherches et études nécessaires à l'accomplissement de sa mission;

3^o dresser un inventaire de toutes les capacités humaines et techniques en matière de prévention et de maîtrise des conflits;

4^o émettre des recommandations et fournir à l'autorité les avis nécessaires en vue d'améliorer la réglementation au regard de sa mission;

5^o promouvoir la coordination d'initiatives émanant de diverses autorités dans le cadre de la prévention et de la maîtrise des conflits, y compris en collaboration avec les communautés;

6^o fournir, dans le cadre de sa mission, appui et guidance aux institutions, organisations, associations et centres de documentation;

7^o élaborer et organiser des programmes de formation;

8^o représenter la Belgique auprès des instances internationales dans le domaine de la prévention et de la maîtrise des conflits.

WETSVOORSTEL**Artikel 1**

Deze wet regelt een aangelegenheid als bedoeld in artikel 78 van de Grondwet.

Art. 2

Er wordt een Federaal Centrum voor conflictpreventie opgericht.

Art. 3

Het Federaal Centrum voor conflictpreventie heeft als opdracht de preventie en de beheersing van conflicten te bevorderen binnen het kader van de Europese en internationale politiek.

Art. 4

Het Federaal Centrum voor conflictpreventie is bij de uitoefening van zijn opdracht volkomen onafhankelijk.

Het is in het bijzonder bevoegd om :

1^o informatie en documentatie betreffende het domein van zijn opdracht te verzamelen en te verspreiden;

2^o onderzoek en studies uit te voeren of te laten verrichten die noodzakelijk zijn voor de uitoefening van zijn opdracht;

3^o een inventaris van alle menselijke en technische capaciteiten inzake preventie en beheersing van conflicten aan te leggen;

4^o aanbevelingen te doen en adviezen te verstrekken aan de overheid die noodzakelijk zijn ter verbetering van de regelgeving vanuit het oogpunt van zijn opdracht;

5^o de coördinatie van initiatieven van de verschillende overheden in het kader van conflictpreventie en -beheersing te bevorderen, ook in samenwerking met de gemeenschappen;

6^o in het kader van zijn opdracht, instellingen, organisaties, verenigingen en documentatiecentra te ondersteunen en te begeleiden;

7^o opleidingsprogramma's uit te werken en te organiseren;

8^o België te vertegenwoordigen op de internationale fora inzake conflictpreventie en -beheersing;

Art. 5

Les ministres et secrétaires d'État compétents mettent à la disposition du Centre fédéral de prévention des conflits les informations nécessaires à l'accomplissement de ses missions.

Le Centre fédéral pour la prévention des conflits peut solliciter l'avis d'institutions internationales, des communautés, des régions, des autorités provinciales et locales ainsi que de tout autre organisme public, si cela s'avère utile à l'accomplissement de sa mission.

Art. 6

Le Roi fixe, par un arrêté délibéré en Conseil des ministres, le statut organique du Centre fédéral de prévention des conflits.

Ce statut définit notamment:

1^o la structure du Centre fédéral de prévention des conflits, en veillant à assurer une représentation équilibrée des pouvoirs publics et des organisations non gouvernementales;

2^o les modalités de désignation de ses membres;

3^o le statut de ses collaborateurs;

4^o les modalités de son financement.

Art. 7

Le Centre fédéral de prévention des conflits fait rapport annuellement sur sa mission au gouvernement. Ce dernier en transmet une copie à la Chambre des représentants et au Sénat et en assure la publication.

8 octobre 2003.

Art. 5

De bevoegde ministers en staatssecretarissen stellen het Federaal Centrum voor conflictpreventie informatie ter beschikking voor het volbrengen van zijn opdrachten.

Het Federaal Centrum voor conflictpreventie kan het advies inwinnen van internationale instellingen, de gemeenschappen, gewesten, de provinciale en lokale overheden en van elke openbare instelling als dit nuttig is voor de uitvoering van zijn opdracht.

Art. 6

De Koning bepaalt, bij een besluit, vastgesteld na overleg in de Ministerraad, het orgaan statuut van het Federaal Centrum voor conflictpreventie.

Dat statuut bepaalt onder andere:

1^o de structuur van het Federaal Centrum voor conflictpreventie, met inachtneming van een evenwichtige vertegenwoordiging van de overheid en van niet-gouvernementele organisaties;

2^o de nadere regels betreffende de aanwijzing van zijn leden;

3^o het statuut van zijn medewerkers;

4^o de nadere regels betreffende de financiering;

Art. 7

Elk jaar brengt het Federaal Centrum voor conflictpreventie aan de regering verslag uit over zijn opdracht. Die zendt een afschrift van dat verslag aan de Kamer van Volksvertegenwoordigers en aan de Senaat en verzekert er de publicatie van.

8 oktober 2003.

Sabine de BETHUNE.
Erika THIJS.